

Le 10 novembre 2018, il y a un an jour pour jour, le trimensuel « *Abba Garde* » publiait une correspondance que j'ai dressée au Président de la République du Tchad S.E. M. Idriss Deby Itno le 2 novembre (lettre recommandée par voie postale). L'objet est de faire une rétrospective en vue de redresser la barque. Dans la lettre, j'ai cité le Président américain Donald TRUMP qui, dans son langage discourtois, inculte et incisif, a qualifié des pays dont le Tchad, de « pays de merde, pays voyous, pays infréquentables ». Les Tchadiens étaient interdits d'entrer dans le territoire américain.

Le 1^{er} décembre de la même année, lors du banquet organisé dans un grand palace à N'djaména à l'occasion de la « fête de la Liberté et de la Démocratie », le Président de la République a dit approximativement ceci : « *On a tout écrit sur moi... Aujourd'hui on insulte le pays. Le pays, on ne l'insulte pas. Désormais, je vais frapper* » m'attribuant ainsi la paternité des incongruités de TRUMP. Puisque la lettre a provoqué l'effet inverse, j'ai cessé d'écrire depuis un an et ne me suis limité qu'aux conférences-débats, car il ne sert à rien de prêcher dans le désert. Et pourtant, le déclin avance sans discontinu. Voici l'intégralité de l'écrit.

CAMAN BEDAOU OUMAR

Tél : (00235) 66 31 56 00 / 99 93 57 38

N'djaména – Tchad

E-mail : cambedoum@gmail.com

N'djaména, le 2 novembre 2018

A Son Excellence
Monsieur le Président de la République,
Chef de l'Etat – Chef du Gouvernement.
N'djaména – République du Tchad

Objet : Regard sur le Tchad.

Excellence Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur d'adresser très humblement, à votre Excellence, la présente pour émettre des avis sur le Tchad. Il s'agit du regard critique et sans ambages d'un citoyen, sur le pays en pleins tumultes. En plus du volume de l'écrit, des expressions directes pourraient heurter les sensibilités de votre Excellence, alors que je n'en ai nullement l'intention et demanderais par conséquent votre indulgence.

En récapitulant votre parcours depuis 1990, vous êtes sans aucun doute le plus chanceux des Chefs d'Etat parvenus au pouvoir par un coup de force.

- ✓ En 1990, vous avez réussi à chasser le faucon Hisseine Habré devenu symbole de tous les excès. Votre arrivée a été saluée par tous. La grande prouesse est la reconnaissance internationale unanime et spontanée de votre régime, aussi bien par les Etats que par les organisations tant régionales qu'internationales. En effet, les pays restés fidèles à Habré jusqu'à la fin de son règne tels le Zaïre (actuelle RDC), le Sénégal ou encore les Etats-Unis d'Amérique, ont instantanément retourné leur veste pour vous soutenir.
- ✓ Une récompense internationale vous a été décernée : le « Prix Biancamano ».
- ✓ La Conférence Nationale Souveraine (CNS) tenue en 1993, a été globalement couronnée de succès.
- ✓ La bande d'Aouzzou, cette portion de terre tchadienne dont le conflit a englouti des milliers de vies tant civiles que militaires, a été récupérée sans coup férir.
- ✓ Après un processus long de 34 ans, le pétrole, ce précieux levier de croissance qui devrait propulser le pays vers la prospérité, a coulé en 2003.

- ✓ Dès lors, le prix du baril vacillant autour de 25 \$ US, s'est envolé pour atteindre en juin 2008, 142 \$ US, un niveau jamais enregistré. Il s'est maintenu au-dessus de 100 \$ jusqu'au 3^{ème} trimestre 2014.
- ✓ Le budget a quasiment sextuplé, passant de 214 milliards en 2004 à 1.649 milliards en 2012.
- ✓ Le taux de croissance du PIB (8%) parmi les plus forts d'Afrique en 2008, était alors supérieur à ceux de la Chine (7%), du Japon (4%) et de la France (0,2). Il a par moment atteint les deux chiffres.
- ✓ Le gaz naturel, le ciment et l'or *made in Tchad* sont exploités.

Ces atouts considérables devraient servir de propulseur pour faire planer votre Excellence comme un aigle royal à proximité des grands de ce monde en vertu de la providence continuellement à portée de votre main, outre les séismes de 2006 et 2008 qui ont ébranlé le pays que vous avez réussi à redresser avec dextérité et courage.

Mais hélas, le Tchad a piqué du nez pour se retrouver aujourd'hui au bas de l'échelle des valeurs : (i) un des trois (3) pays les plus pauvres du monde (classé en 2017 186^{ème} sur 188 pays selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD) ; (ii) un des pays les plus corrompus du monde ; (iii) un des pays les moins scolarisés ; (iv) un des pays les moins transparents ; (v) un pays de non-droit ; (vi) le plus grand consommateur d'alcool ; (vii) un des quatre pays infréquentables ; (viii) un pays de merde ; (ix) un Etat déclaré « voyou » ; (x) N'djaména, la troisième ville la plus chère au monde après Luanda (Angola) et Tokyo (Japon) ; (xi) 124^{ème} sur 125 du classement des pays par rapport à l'efficacité administrative douanière et (xii) très récemment, le dernier pays du monde en compétitivité économique.

Mais pourquoi en est-on arrivé là ? Comment un pays aux multiples atouts stratégiques subit-il de telles déchéances ? Qu'est-ce qui fait de nous, Tchadiens, des êtres à part ? La mal-gouvernance. Par conséquent, la crise actuelle n'est nullement financière.

La mal-gouvernance au Tchad notoirement connue, a pour fondement l'injustice et a entraîné dans son sillage le mal-développement. La mauvaise gestion des fonds publics en est le symbole.

Les finances publiques tchadiennes (hors pétrole) sont alimentées essentiellement par les recettes fiscal-douanières. Mais depuis bientôt quatre décennies, les services des douanes sont infestés des pseudo-douaniers pour la plupart issus des communautés régnantes, une récompense pour les combattants. L'anarchie qui y règne crève les yeux.

La douane tchadienne est l'une des plus contraignantes d'Afrique de par ses taxations élevées. Importer un container au Tchad coûte 8.150 \$ contre 5.069 \$ dans la zone CEMAC (Afrique Centrale) et 2.503 \$ dans la zone UEMOA (Afrique de l'Ouest). La pression fiscale hors-pétrole du Tchad est la plus faible de la zone franc, comptant pour 7,4% du PIB hors-pétrole en 2013 (avant la crise) comparé à la moyenne dans la zone CEMAC qui était de 14%, tandis que celui de l'UEMOA à 16%.

Alors qu'en moyenne, les impôts et taxes sur le commerce extérieur représentaient 12% des importations en 2009 pour ces pays, ceux du Tchad sont passés entre 1996 et 2009 de 13,7% à 2,5%, ce qui correspond à une baisse de près de 82%. Sur la même période, alors qu'on assiste à une hausse moyenne des impôts et taxes sur le commerce extérieur de 8,3%, au Tchad par contre, on a assisté à la plus importante chute (-57,1%).

Le « Projet de facilitation des Transports et du Transit en Zone CEMAC » (PFTZ) lancé en 2008 pour une période de 5 ans, a prévu l'inter-connectivité du système d'informations douanières au sein de la CEMAC grâce au logiciel SYDONIA. Dix postes sur 70 que compte le Tchad devraient être équipés. Mais 4 postes seulement en ont bénéficié. De surcroît, la réduction des réseaux sociaux par votre Excellence, juggle davantage l'opérationnalité technique de ce logiciel et par voie de conséquence, fait la part très belle, de manière fortuite ou non, aux groupes d'intérêts réfractaires à toute réduction des exemptions fiscal-douanières.

Depuis, la situation ne cesse de s'empirer. Les douanes malienne et tchadienne sont dans les mêmes conditions géographiques, avec de nets avantages pour le Tchad au regard des pays limitrophes (le Soudan le pays le plus vaste d'Afrique, le Nigeria le plus peuplé, la Libye un des plus riches, le Cameroun la locomotive de l'Afrique Centrale) tous des marchés potentiels. Au premier trimestre 2018, la douane malienne a réalisé des recettes de 149,125 milliards FCFA. Par devoir de réserve, je n'ose mentionner ce que le Tchad a collecté pendant toute l'année 2017. Vous vous êtes rendu plus d'une fois à l'entrepôt de la douane de Nguéli pour y faire le ménage, à l'instar du 17 août dernier où vous avez renvoyé plus de 50 faux douaniers et écarté 110 policiers, 70 gendarmes et 14 agents de l'ANS en plus des trafiquantes de marchandises. Est-ce le boulot du Chef de l'Etat que d'aller pourchasser de faux douaniers qui écumant ce poste ? Cela témoigne de la déliquescence de l'administration tchadienne. En 2012, le recensement de la douane a permis de détecter un bon millier de faux-douaniers, des individus qui s'autoproclament fonctionnaires de l'Etat, choisissent leur lieu d'exercice fusil à la main, ne respectant aucune injonction des chefs hiérarchiques et n'obéissant qu'au doigt et à l'œil du Président de la République !

S'agissant des recettes pétrolières, le Tchad a vu son budget s'envoler, passant de 214 milliards FCFA en 2004 à 1.649 milliards en 2012. Il a donc eu le loisir d'en faire des réserves à travers le compte de stabilisation devant conserver le surplus d'argent pour parer à d'éventuelles crises financières.

La chute du prix du baril est arrivée au 3^e trimestre 2014. Mais dès le 4^e trimestre, le Tchad n'a guère d'argent. Le compte de stabilisation qui devrait contenir quelques milliers de milliards ne dispose que de 42 milliards, attestant ainsi les détournements systématiques des fonds.

Au moment où le prix du baril vacillait autour de 20 \$ US, la production du brut au Tchad a été triplée, relevant substantiellement les recettes pétrolières. Outre celles-ci, la gestion des mannes générées par le gaz, l'or, le ciment et peut-être l'uranium, se fait dans une opacité merveilleuse.

Excellence, la gestion des biens publics repose sur une injustice flagrante dont le pilier est le népotisme. Toutes les régies financières, les postes qualifiés de juteux sont gérés par vos proches : oncles, tantes, frères, sœurs, cousins, cousines, fils, filles, neveux, nièces, petits-fils, petites-filles, belle-famille... et une partie de votre communauté. Tous ces individus bénéficient de votre entière protection et naviguent au-dessus de la loi, la consanguinité étant la rampe de lancement pour accéder à tout échelon de l'Etat.

L'obsession du profit est sans ambiguïté et les exemples de pillage sont légion. Mais deux d'entre eux ne peuvent passer inaperçus. Il a été trouvé en 2015, dans les luxueuses villas d'un individu, la somme de 136 milliards de FCFA (272 millions de dollars US au moins) en cash, en dehors de ses comptes bancaires. A supposer que M. Salay Deby Itno (puisque c'est de lui qu'il s'agit) gagne la rondelette somme de 5 millions de FCFA par mois, il lui aura fallu 27.200 mois soit 2.267 ans pour disposer d'une telle somme. En d'autres termes, pour avoir 136 milliards en 2015, il lui aura fallu commencer à gagner 5 millions de FCFA par mois depuis l'an 252 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire 822 ans avant la naissance du Prophète Mahomet (Paix et Bénédiction soient sur lui) et sans en dépenser un sou. Mais quelques jours seulement après sa détention préventive, Salay a été relaxé et l'argent et les villas lui ont été rendus parce qu'il y a un non-lieu, rien ne prouve qu'il a volé. Il ne s'agit là que d'un seul individu parmi tant d'autres. Le pays est gorgé de milliardaires, adolescents y compris, qui se pavent ostentatoirement dans la bassecour.

Le second exemple est celui de « Panama Paper », ce cabinet d'avocat reconverti en paradis fiscal au Panama (Amérique centrale). Il y a été découvert en 2016 la faramineuse somme de 10,76 milliards de dollars US (soit 5.380 milliards de FCFA) provenant du Tchad, alors qu'après dix années d'exploitation de pétrole, l'on n'a récolté que 5.309 milliards de FCFA (ressources directes et indirectes réunies), comme si l'argent du pétrole a été subdivisé en plusieurs tranches dont une, cachée au Panama. Ce pactole n'a jamais été réclamé par le Tchad qui pourtant, quémante aujourd'hui, un prêt d'environ 5.000 milliards de FCFA pour financer son Programme National de Développement (PND).

A cause du montant des dettes contractées dans la plus grande opacité, le pays est pris par la gorge, à l'instar de celles de la Chine et qui ne pourront être remboursées de sitôt, ou encore auprès des sociétés sans scrupule, entre autres GLENCORE, qui fait que le Tchad a touché en 2016, moins de 20 milliards de FCFA des ressources directes (redevances et dividendes) du pétrole pour cause de remboursements. Dorénavant, le pétrole et le gaz sont bradés au consortium jusqu'en 2050. Entretemps, de précieuses richesses sont discrètement mais outrageusement aspirées du sol et du sous-sol, à l'instar de l'or, et éventuellement de l'uranium. Quant au pétrole, il continue de couler davantage et en silence...

Le pétrole nous a appauvris bien plus que nous ne le sommes déjà. La perfection n'est pas de ce monde certes, mais on aurait pu faire de cette manne un levier de croissance économique et un précieux facteur de stabilité sociopolitique, et construire sobrement un pays sans aucune merveille architecturale, à l'instar du Rwanda.

Autour de votre Excellence gravitent des cercles de milliardaires. Votre politique est en train de mettre à rude épreuve la cohésion sociale, et par voie de conséquence, l'unité nationale du fait que les Tchadiens sont divisés en deux groupes côte à côte mais jamais ensemble : (i) « les Tchadiens à part entière », « les vrais », bénéficiant de toutes les facilités, y compris des fonds publics. L'ivresse du pouvoir qui brouille leur esprit est sans limite. De l'autre côté dans le fossé, (ii) « les Tchadiens entièrement à part », les plus nombreux, vivant dans une misère indescriptible et à laquelle les représentants du peuple demeurent insensibles et que l'on essaie de suppléer par nos interventions.

La gestion de la chose publique est de facto à la discrétion d'un petit nombre qui dispose de tous les droits et les autres, de tous les devoirs : (i) les uns ont le devoir de produire, les autres, le droit de détourner ; (ii) les uns ont le devoir de construire, les autres, le droit de détruire ; (iii) les uns ont le droit de rire, les autres, le devoir de pleurer ; (iv) les uns ont le droit de tuer, les autres, le devoir de mourir.

Le clanisme, le sectarisme, le népotisme sont ancrés dans les rouages de l'administration. A cela se sont greffés le clientélisme, la barbarie, la corruption et le tout, couronné par une misère infamante des populations alors que le pays est incommensurablement riche. Il n'est pas rare de croiser sous les arcades de certains services, des colonels de l'armée encore en fonction et reconvertis en démarcheurs.

De hauts responsables, analphabètes purs et durs, vieillissent à leur poste, attachés à des errements qui jadis avaient fait leur gloire dans les maquis. Des jeunes de la haute sphère, ayant terminé au galop leurs études, sont propulsés au faite de l'Etat, cherchant la lumière dans la pénombre de la médiocrité, tandis que leurs congénères n'ont guère accès à l'espace public. Au moment où des pays luttent contre des maladies, construisent des systèmes de valeurs, notre pire ennemi au Tchad est le désespoir. Etre vieux sans avoir été adulte ne nécessite aucun talent. De jeunes « vieillards » dont certains sont formés à grands frais et laissés pour compte, moralement déprimés, les cerveaux marinés dans l'alcool et les visages en relief, déambulent dans les artères des villes à la recherche des moyens de subsistance. L'hymne à l'émergence, chanté à longueur du temps par le régime MPS, ne véhicule à travers le monde, que des images d'un pays famélique dont les ailes atrophiées ne sont que des vestiges inutiles pour un décollage économique.

Le Mouvement Patriotique du Salut (MPS), le parti auquel appartient votre Excellence, est numériquement de loin, le premier parti. Le MPS jouit d'un succès d'impopularité à faire froid au dos. Le symbole de cette incurie, les malversations. Une forte proportion des militants est animée par un seul objectif : l'enrichissement rapide, peu importe la méthode. Des indécents poursuivis pour délits, pour faux et usage de faux ou autres crimes économiques, se munissent de carte antidatée du parti et le tour est joué. Ils ressortent blanchis comme neige et de nouveau, propulsés à des responsabilités encore plus juteuses. Pour les « laissés pour compte », la concussion et la délation sont l'escalator propice vers le bien-être. Pour les Tchadiens qui résistent à l'appât MPS, le clientélisme et le fatalisme sont hissés afin qu'ils intègrent le parti. Dans le cas contraire s'en suivra tous types de maltraitance. Comme dit un dicton populaire : « *si tu veux que ton chien te suive, affame-le* ».

L'appel à l'orthodoxie financière est de nul effet. Autrefois connu pour sa parfaite honnêteté, probité et intégrité, le Tchadien a vu toutes ces qualités voler en éclats. Le pays est devenu une plaque tournante de trafics des humains, d'armes, de drogues, de véhicules cambriolés, de contrefaçon des billets de banque... Votre Excellence a même lancé solennellement « *Ne volez pas* ». Un serment confessionnel est imposé pour juguler l'évolution exponentielle de la cleptomane. C'est cela aussi, le fruit de la politique du régime MPS.

Les directives du Mouvement ont aujourd'hui conduit le Tchad droit au mur. Le bon capital culturel de départ s'est effrité. Ce que Dieu nous donne, le régime MPS le reprend. Comme l'a si bien dit un haut dirigeant de ce mouvement : « Le MPS n'a pas de militants, le MPS a des clients » et si j'ai choisi cette période pour m'adresser à votre Excellence, c'est parce que l'occasion s'y prête. Les clameurs courtisanes des individus arborant écharpes, casquettes, accoutrements à votre effigie, chantant et dansant, sont entrées en hibernation du fait du tarissement de la cire qui ne contient plus de miel. Comme quoi « *un ami par intérêt est un oiseau sur le toit* ».

La morosité et le désarroi sont perceptibles partout, jusque dans les moindres méandres de l'administration où, selon un rapport produit par la Banque Mondiale au début des années 2010, en moyenne, le fonctionnaire tchadien travaille deux (2) heures par jour et a un niveau de la classe de cinquième (5^{ème}). Le pays est rabaissé au point de vivre aux frais des pauvres, des désagréments dont on se serait passé avec un minimum de bonne gouvernance.

Une véritable prime à la médiocrité et à l'incompétence que de regarder, impassible, la dilapidation des biens publics au moment où l'on s'enflamme contre la cherté de vie, les retards et abattements des salaires, les grèves répétitives, la fermeture des établissements scolaires et sanitaires publics, le manque d'eau potable, une absence complète d'électricité, les quêtes et raquettes, les prélèvements fantaisistes sur les appels téléphoniques, la carence en personnel de haute compétence, la misère des populations... Les gouvernements changent mais les habitudes demeurent dans ce pays où l'indifférence est la règle et l'injustice omniprésente. Malgré l'ampleur des dégâts qu'elle engendre, l'inflation extravagante n'émeut ni le Gouvernement, ni le Parlement, une inflation qui s'explique par, entre autres : les prix fixés nettement au-dessus du seuil de rentabilité ; le soutien du gouvernement aux spéculateurs au détriment des consommateurs ; un manque de volonté politique et une absence de l'autorité de l'Etat.

Ce pays plein d'humilité et d'affabilité n'enthousiasme guère. Les hommes qui, autrefois, trépignaient de s'y rendre s'en détournent à cause de la réduction de son espace de liberté, de la dégradation de ses valeurs, de l'immoralité et de la cupidité de ses pouvoirs publics. Les indicateurs sociaux sont au plus bas, au prix de faire perdre le sens de mesure aux compteurs. La seule invocation de « Tchad » désigne l'antipode de la démocratie, de l'excellence et des libertés fondamentales. Une telle désaffection à l'égard de notre pays annihile les raisons d'espérer.

En dépit des efforts consentis, on se rend à l'évidence, année après année, que le respect à l'égard des droits humains recule par suite d'érosion politique qui découle d'une conjonction de facteurs cumulatifs négatifs notoirement connus dont les retombées dévastatrices se révèlent au grand jour. L'incivisme et le désordre gagnent de plus bel du terrain pour cause de démission de l'Etat à mesure que le pays dérive. Des dispositions fermes ne sont guère prises pour stopper ce potentiel de nuisance qui a fini par faire tache d'huile dans toutes les régions.

La terre qui nous a toujours servi d'unité de base se heurte à des différences culturelles aigües, parmi lesquelles des délits et crimes qui s'exercent avec impunité. Elle se disloque, laissant entrevoir de larges fissures et avec elles, les replis identitaires. La politique d'occupation des terres prônée par le FROLINAT suit son cours. Le vol, considéré par certaines communautés comme « une manière risquée de s'approprier le bien d'autrui », prend des proportions incommensurables, par le ravage des champs, la confiscation des bœufs d'attelage et pire encore allant jusqu'à la traite humaine. Des individus sur lesquels personne n'a autorité, ne croient qu'en l'éthique de la violence. Rivalisant d'outrance et de brutalité, multirécidivistes attendant froidement et impunément à la vie de leurs concitoyens, ils pillent et

détruisent sans le moindre frisson puisque seuls habilités à porter des armes à feu à tout instant et en tout lieu, les autres n'en sont que des rabatteurs. Lutter contre ces méfaits est perçu comme une atteinte aux us et coutumes des communautés prédatrices.

Exposé à la précarité et abîmé par la gestion quotidienne de la misère, le Tchadien lambda est étranger dans son propre pays. Ceux qui s'offusquent et peuvent encore lever le petit doigt risquent de le voir couper. La fierté d'être Tchadien s'est évanouie, sauf chez les anarco-profitosituationnistes pour lesquels le Tchad est un territoire conquis. Dans le pays grouille un tas de crapules que le pouvoir dédouane en douce, des individus à risque, exonérés de toutes poursuites judiciaires et qui auront toujours une longueur d'avance sur leurs proies si d'aventure leurs bases de soutien ne sont pas asséchées. Des adultes, adolescents et gamins naufragés dans les sables et cailloux du désert et soumis servilement à des sévices inimaginables, sont disséminés, selon les témoignages des fugitifs eux-mêmes, dans les environs de Tiné, Bahai, Tiné Djaraba, Amdjarass, Orba ..., en un mot dans les régions du Wadi Fira et de l'Ennedi-Est, c'est-à-dire dans votre région d'origine. Ces revenants font état du sectionnement des tendons de leurs congénères afin d'empêcher toute évasion. Un crime contre l'humanité. On ne parle plus d'enlèvements tellement la fréquence crève les yeux, on se réjouit tout de même lorsque des captifs arrivent à regagner le bercail, du moins pour ceux dont la mort a redonné vie. Un enfer sur terre.

Après tant de décennies de guerre et d'instabilité, les Tchadiens, physiquement éprouvés, sont apathiques à tout. En dépit des alertes proférées par la Société civile, la politique notoire de subdivision en castes de notre société est vécue dans l'indifférence la plus totale, aggravant ainsi les enlèvements et trafics des humains devenus un art de vivre. Le morcellement du patriotisme encore embryonnaire a amené des communautés à adopter une nouvelle morphologie de survie : le repli identitaire.

Le gouvernement américain n'est pas du reste. En effet, son rapport 2013 sur la traite des personnes au Tchad présenté le 9 juillet 2014 à l'ambassade des USA à N'djaména et rendu public par la presse locale, relate que *« les victimes de la traite au Tchad sont constituées des couches vulnérables, des pauvres et des gens qui manquent d'éducation. Le rapport observe que les enfants, filles comme garçons sont les plus touchés mais les adultes en sont également victimes. Les lieux communs de la traite sont notamment les travaux domestiques, l'agriculture, l'élevage, l'exploitation minière, la pêche, les situations de conflits ou encore la servitude pour dettes. Souvent vendues, ces victimes sont soumises aux travaux forcés ou contraintes à la prostitution »*.

M. Le Président, je ne puis comprendre que vous dont le rugissement seul met en confiance des Etats et en déroute le terrorisme et l'extrémisme violent, puissiez laisser de tels félins divaguer à travers les terroirs de paisibles et misérables citoyens incapables de contenir les assauts de ces esclavagistes. Les ramifications de ces bandes ne s'incrument-elles pas dans les hautes sphères de l'Etat ? La preuve en est cruellement évidente à travers le mutisme narquois de toutes ces Hautes Institutions de la République qui ne rougissent nullement face à ces manquements très graves à la morale et à la loi. Mais *« Si tu n'aimes pas ton pays, personne ne l'aimera pour toi »* disait Edouard Glissant. Où est donc la fierté d'être Tchadien ? Un lendemain semblable à un champ de ruines, c'est l'avenir légué à notre jeunesse qui ne voit nulle part les raisons d'espérer.

Notre pays est actuellement classé en tête de peloton pour la lutte contre les Djihadistes extrémistes et les terroristes, et c'est tout à votre honneur. Cependant, ces deux formes d'extrémismes s'alimentent en hommes au sein des populations misérables ; un cercle vicieux.

Le Tchad est aujourd'hui en rupture de stocks. Ce revers de fortune vient du fait que la réalité a rattrapé la fiction. De la violence et du chaos ne peuvent naître l'ordre et la beauté. N'djaména dont on veut faire la vitrine de l'Afrique devient une latrine, une ville vouée à la débauche et à la luxure, abandonnée dans les ténèbres par manque de lumière, des quartiers malfamés, mais paradoxalement classée 3^{ème} ville la plus chère au monde. Les crises électriques et ligneuses (bois, charbon) sont dévastatrices et appauvrissent davantage les Tchadiens. L'eau n'est pas un luxe pour l'hippopotame, c'est une utilité comme l'électricité est une nécessité pour le développement.

Nous ne sommes pas pauvres. Nous sommes appauvris. Le pays a une croissance non inclusive qui ne bénéficie nullement à sa population. Le désœuvrement, l'angoisse, l'évanouissement des valeurs morales, la peur des lendemains pavés d'incertitudes, contraignent les Tchadiens à vivre à la dérive, naufragés dans leur propre pays. Aujourd'hui, le désir généralisé de désertion du Tchad vers des oasis d'oxygénation, pousse des Tchadiens, les yeux remplis d'effroi et d'impuissance, à braver à leur corps défendant, tout danger.

Excellence Monsieur de Président, le Tchad est en proie à un autre danger encore plus grave et notre génération risquerait d'en être le témoin. En effet, des puissances mondiales montantes caressent l'idée de disposer des zones d'influence en Afrique dont les habitants ne seront que des spectateurs impuissants. A titre de rappel : l'ex-Union des Républiques Socialistes Soviétiques » (URSS), la deuxième puissance du monde et la Yougoslavie ont été déchiquetées, l'Allemagne réunifiée, et tout ceci, sans le moindre bronchement des populations concernées. Aujourd'hui, les grandes puissances se sont tournées vers l'Afrique. Le Soudan, le plus grand pays d'Afrique a été cassé en deux pour le moment. D'ailleurs, vous vous êtes exprimés en disant : « Si le Soudan du Sud devient indépendant, ce sera une catastrophe pour l'Afrique ». J'en conviens avec vous car vous êtes un habile visionnaire et fin stratège et vous savez ce que vous dites. Remarquez que la plupart des pays africains dont la superficie est d'au moins un (1) million de km² sont instables et ceci n'est pas fortuit.

L'instabilité au Moyen-Orient a amené les Etats-Unis d'Amérique à redéfinir leur politique énergétique en 2000. Dorénavant, 25% de leur consommation en hydrocarbures proviendront de l'Afrique au moment où les USA consommaient 23% de la production mondiale soit 20 millions de barils/jour (consommations de la Chine et de l'Inde réunies). Détaché de l'«EUROCOM», un commandement à part de l'Afrique dénommé « AFRICOM » est créé et des soldats américains déposés à Sao Tomé pour contrôler les hydrocarbures du Golfe de Guinée et de l'Afrique Centrale.

La Chine s'intéresse beaucoup plus à la zone sahélienne et est présente au Soudan, au Tchad, au Niger dans le cadre du pétrole. Elle poursuit son parcours. L'Inde arrive au loin et vient d'implanter une base militaire en Afrique de l'Est. La Russie n'est pas du reste.

La France quant à elle, est de plus en plus étroite pour ses colonies d'Afrique du fait de deux facteurs dont elle ne peut se séparer : la « *Direct Rule* » ou administration directe, fait que la France se mêle de tout, jusqu'à imposer les hommes de son choix, tandis que l'Angleterre à travers « l'*Indirect Ruler* » ou administration indirecte, agit avec souplesse dans ces anciennes colonies. Le second facteur est « *les Comptes d'Opérations* » destinés à gérer les devises en lieu et place des pays africains comme une mère gérant l'argent donné par un tiers à son tout petit enfant.

La reconfiguration des frontières en Afrique est une opération déjà en marche et si le Tchad continue à prêter le flanc de par sa politique actuelle, il n'y échappera pas et se verrait subdiviser en plusieurs territoires indépendants. Je ne suis pas un oiseau de mauvais augure. «*Dans ce monde ici-bas, rien n'est permanent, seul le changement est permanent*». Et si cela devrait arriver, quelle communauté accepterait-elle de partager le même territoire que les *Béri (Zaghawa)* du Tchad après tant de maltraitance et de mépris infligés aux autres ? Ne se verront-ils pas aspirer par l'Etat du Darfour en gestation ?

Pour finir, permettez-moi de justifier, pour la première fois, mes écrits. Votre arrivée au pouvoir en 1990 a fait d'abord rêver. Qui s'offusquerait de voir son collègue du lycée, Président de la République? Personne. Bien que ravi de ce chambardement, je me suis réservé un temps pour voir à quoi ressemblera le nouveau régime. Mais très vite s'en est suivi un désenchantement général dès lors que votre régime a raté le premier virage pour partir dans le décor sans avoir pu recouvrer jusqu'à présent, le bon rythme de carburation à l'endroit de notre pays.

A ce niveau, il n'y a deux comportements à adopter : soit se taire et regarder se dérouler les choses, soit émettre des avis et critiques quand bien même l'on est à l'extérieur du cercle et ce, dans le but d'aider à faire redresser la barque. J'ai alors, à mon corps défendant, opté pour le second. Tous mes écrits dénoncent la mal-gouvernance et tentent de faire des propositions. J'ai décliné deux offres certes

(i) mon entrée dans le gouvernement du 30 août 2000 et (ii) le financement de ma candidature indépendante par le MPS aux présidentielles de 2006, suivi de mon entrée dans le gouvernement. Mais la sanction que j'écope à cause de ces prises de position considérées comme une témérité, a un goût de vengeance et aujourd'hui, je le paie très cher, malgré la véracité de mes critiques. Au total 101 mois (8 ans et 5 mois) sans salaire, alors que je suis encore fonctionnaire ; des terrains arrachés à l'instar de celui de Badi à Sarh (9 ha en face des Rôniers) où mon feu père Edouard Caman Gadéou a fait border depuis 1981 comme étant un terrain communautaire (correspondance ci-jointe), en plus de mes terrains de Gassi à N'djaména. « *L'évocation de ton nom mettrait en péril le projet qui est hautement politique* » m'a-t-on soufflé après avoir passé toutes les étapes d'un test dans une institution internationale. En somme, je ne porte pas seulement préjudice à ma personne, à ma famille, mais aussi mes proches parents, à ma communauté. Je suis mis à genoux certes mais reste toujours flegmatique. J'en connais qui n'hésiteraient pas à prendre le chemin de l'exil dans l'espoir de revenir en force un jour pour se faire justice. Aujourd'hui, le Tchad ne respire pas le bonheur du fait des contre-performances comme prévues dans mes écrits. Le progrès ne vaut que s'il est partagé (Platon), c'est un instrument du pouvoir au service du peuple.

Ce sont là, quelques modestes réflexions que je soumets à votre attention. Les nuages amoncelés depuis quelques décennies sur le ciel tchadien n'offrent nullement de visibilité. Cependant, ne désespérons point. En attendant que des éclaircis prometteurs zèbrent notre pays, j'ose croire, Excellence Monsieur le Président, que la justice et l'équité seront vos principaux outils de travail afin de garantir au Tchad tout entier, des lendemains meilleurs, animés par des principes de Droit et par voie de conséquence, d'Unité, de Travail et de Progrès.

Tout en vous souhaitant un mandat radieux dans la 4^{ème} République, daignez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération.

Pièce jointe :

Lettre à l'attention de l'Inspecteur des Cadastres - Sarh